

Réussir la transformation écologique, sociale et politique : un immense besoin d'éducation populaire

Christian MAUREL (sociologue de l'éducation
populaire et de la culture politique)

La bifurcation de l'humanité est d'une urgente nécessité. Réchauffement climatique et dégradation des écosystèmes, redéploiement des inégalités, démocraties délégataires à bout de souffle dérivant vers des oligarchies qui ne représentent plus les citoyens et dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas, crise de notre imaginaire social des Droits de l'Homme pris en étau entre, d'une part, un imaginaire néolibéral de l'expansion illimitée et d'un gouvernement des hommes selon le seul principe de la concurrence, et, d'autre part, la montée en puissance d'imaginaires xénophobes, ségrégationnistes, racistes, nationalistes et fondamentalistes. Ajoutons à cela la globalisation d'un monde de plus en plus complexe et difficile à penser, obscurci par un flot incessant d'informations publicitaires, numériques et médiatiques les plus contradictoires quand elles ne sont pas volontairement erronées... Soit autant de phénomènes qui appellent les femmes et les hommes de toutes conditions et où qu'ils vivent, à penser le monde, à reprendre leur destin en main et à s'engager dans des transformations écologiques, sociales, politiques et comportementales radicales.

Ces transformations ne s'opéreront pas "mécaniquement" selon des lois progressistes qui nous embarqueraient vers un autre avenir, de même que la raison du monde ultralibérale ne porte pas en elle, par une logique de ses propres contradictions, son propre dépassement. « L'Histoire ne fait rien » disait déjà Marx. Les femmes et les hommes sont les seuls à pouvoir faire l'Histoire même - surtout quand ils sont pris dans le feu de l'action - s'ils ne savent pas toujours clairement l'histoire qu'ils font. Pour ne pas rester dans un immobilisme résigné qui fait le jeu de la domination et les conduit à leur propre perte, les femmes et les hommes ont besoin d'une plus grande lucidité, de prises de conscience de possibles ouvrant sur une aspiration à l'émancipation et à une puissance individuelle, collective et démocratique d'agir leur permettant d'écrire une nouvelle page de leur histoire.

Une éducation populaire critique, mutuelle, permanente et politique, qu'elle fasse corps avec les mouvements de transformation ou qu'elle y prépare les individus, apparaît plus que jamais comme un immense besoin, voire comme une nécessité. L'appropriation scolaire et universitaire des savoirs et des savoir-faire, même si elle s'avère indispensable à court terme pour ceux qui veulent se dégager - autant que cela soit possible dans une société aussi inégalitaire - des déterminismes socio-culturels, ne saurait, à elle seule, subvertir les rapports de domination, d'autant qu'au même moment, le néolibéralisme s'attache et réussit, par sa propre nécessité traduite en dispositifs et avec la complicité des États, à instrumentaliser les institutions de recherche, d'enseignement et de formation et à les plier aux lois d'un marché de plus en plus libre et non faussé. Seules quelques poches de production et de transmission de savoirs critiques résistent encore à cette loi d'airain de privatisation et de marchandisation des connaissances et des technologies.

Dans un tel contexte – qui n'est plus celui du libéralisme classique ni d'un capitalisme industriel confronté à une farouche lutte des classes -, l'éducation populaire n'est-elle pas à un tournant de sa propre histoire ? Ne doit-elle pas se repenser et se poser les questions du que faire et du comment faire, partout où elle a encore des marges de manœuvre lui permettant de ne plus perdre un pouce de terrain en résistant à l'emprise du marché (par exemple des loisirs dits "éducatifs") et à l'instrumentalisation de politiques publiques qui conduisent leurs structures (associations, mouvements, fédérations...) à se réduire à de simples opérateurs et à des agents de la paix sociale ?

Commencer par le local, au plus près de ce que vivent et subissent les gens ; contribuer à construire les contraintes et les souffrances en savoirs utiles à l'action collective ; instituer des "communs" (économiques, écologiques, sociaux, culturels...) suffisamment forts pour résister à l'appropriation des marchés prêts à faire feu de tout bois et à la frilosité voire à l'opposition des États ; permettre à chacun de penser et d'agir localement pour ensuite pouvoir penser et agir globalement, avec d'autres, vivant des situations différentes et pour partie comparables à l'autre bout de la planète, et ainsi s'engager - par une instruction mutuelle de ce que l'on pense et de ce que l'on fait et par un fédéralisme des alternatives qui fleurissent un peu partout dans le monde - dans une nécessaire et salutaire bifurcation de l'histoire... Ce mouvement de transformation radicale et de bifurcation décisive est déjà engagé sous la forme de ce que Bénédicte Manier appelle « *un million de révolutions tranquilles* », titre de son livre paru en 2012 aux éditions Les Liens qui Libèrent.

Face à la mondialisation néolibérale, l'éducation populaire doit s'internationaliser, unir et partager ses intelligences et ses forces, si elle entend contribuer à une irruption des consciences et à la dynamique créatrice d'alternatives à même d'affronter un système de pensée et de procédures visant à inscrire dans le marbre « la façon dont nous sommes pressés de nous comporter, de nous rapporter aux autres et à nous-mêmes », autrement dit, « la manière dont nous vivons, dont nous sentons, dont nous pensons » (P. Dardot et C. Laval, *La nouvelle raison du monde...*). Cette imposition de normes de vie qui « transforme l'individu jusqu'à se concevoir comme une entreprise » (Ibid.) constitue l'essence même d'un système totalement inédit dans l'histoire de l'humanité et vise à nous convaincre de son caractère indépassable.

Pour faire face et contribuer activement à la réussite des transformations écologiques, sociales et politiques qu'impose la situation actuelle, l'éducation populaire doit impérativement construire des alliances. Et d'abord dans ses propres rangs, alors que, dans le même temps, du moins en France, les politiques publiques qui ont fait leurs discours et les pratiques du néolibéralisme, procèdent à l'égard des associations par des appels d'offre et des mises en concurrence dans le cadre de marchés publics qui instrumentalisent et divisent un secteur, et le détournent de ses missions d'éducation populaire, du moins telles que nous les entendons ici, au moment où nous parlons. Alliances également et tout aussi nécessaires avec les penseurs critiques dans une relation redéfinie entre le peuple et les intellectuels qui ne cantonne pas ces derniers, depuis leurs chaires et en position surplombante, à faire la leçon au peuple, mais au contraire à se mettre d'aplomb avec le réel pour en élucider les rouages et construire avec les gens eux-mêmes, les « savoirs stratégiques » (Luc Carton) indispensables à une possible transformation des rapports sociaux et des comportements individuels. Alliance, enfin, avec les structures d'économie sociale et solidaire et les mouvements sociaux souvent engagés sur des thématiques spécifiques (climat et préservation de l'environnement, production des biens nécessaires et alimentation, luttes contre les inégalités, émancipation du travail, accueil des réfugiés, institution de "communs" dans différents domaines d'activité...) et pour lesquels les missions et pratiques d'éducation populaire (conscientisation, procédés d'émancipation, de partage de la parole et des savoirs concourant à l'engagement, au développement des capacités individuelles, collectives et démocratiques d'agir et à la construction d'imaginaires sociaux alternatifs à ceux que le néolibéralisme nous impose...) constitueraient des ressources intellectuelles et expérimentales nouvelles, constamment enrichies et réactualisées. Ce qui suppose que l'on fasse une véritable place à ce que Christian Verrier appelle « la recherche en éducation populaire » et à la formation de chercheurs (voir sa publication de 2017 aux éditions Chronique Sociale : *Former à la recherche en éducation populaire. Une voie coopérative d'émancipation avec, par et pour le peuple*).

L'éducation populaire va bien au delà, parce que la situation l'impose, de la démocratisation de la culture et des loisirs, ainsi que d'un "traitement" éducatif et social des inégalités visant à retisser en permanence des liens interindividuels et interculturels que d'autres et avec d'autres forces, défont en permanence. Plus que jamais, l'éducation populaire doit se situer au niveau des enjeux de son temps, si elle ne veut pas laisser toute liberté à ceux qui, au nom d'une vision économiste à court terme, sont prêts à sacrifier l'avenir de l'humanité sur l'autel de l'enrichissement sans limites et de pouvoirs démesurés de quelques milliers d'oligarques.